



**PRÉFET
DES HAUTS-DE-SEINE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale de
l'environnement, de l'aménagement
et des transports d'Île-de-France
Unité départementale des Hauts-de-Seine**

Service Risques et installations classées
de Paris et des Hauts-de-Seine
167-177 avenue Joliot-Curie
BP 102
92013 Nanterre Cedex

Nanterre, le 16/05/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 31/01/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

CASH (MAISON DE NANTERRE)

403 AVENUE DE LA REPUBLIQUE
92000 Nanterre

Dossier 31650
Code AIOT : 0006506309

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 31/01/2025 dans l'établissement CASH (MAISON DE NANTERRE) implanté 403 AV DE LA REPUBLIQUE 92000 Nanterre. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite correspondait d'une part au PPC 2025 et d'autre part à clore les non-conformités visées dans le rapport de visite du 18/01/2023 (non conformités pour les rejets atmosphériques, les rejets aqueux, et la maîtrise des risques technologiques).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CASH (MAISON DE NANTERRE)
- 403 AV DE LA REPUBLIQUE 92000 Nanterre
- Code AIOT : 0006506309

- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Les installations sont les suivantes :

1)Local chaufferie production d'eau chaude :

3 chaudières de 4,1 MW, de 8,1 MW et de 8,1 MW ;

2)Local cogénération :

2 moteurs de 1,622 MW chacun

3) Local vapeur :

2 chaudières de 0,23 MW chacune

Soit une puissance thermique nominale totale de 24,004 MW.

Ces installations ont été réglementées par arrêté préfectoral du 05/11/1997 (désormais abrogé) modifié par arrêté complémentaire du 08/04/2013 (désormais abrogé), à nouveau modifié par l'arrêté complémentaire du 02/07/2021.

Sont également applicables :

- l'arrêté ministériel du 03/08/2018 relatifs aux prescriptions générales applicables aux ICPE relevant de l'enregistrement au titre de la rubrique R 2910 ;
- l'arrêté inter-préfectoral IDF - 2018-01-31-007 du 31 janvier 2018 relatif à l'approbation et la mise en oeuvre du PPA pour l'île de France ;

Thèmes de l'inspection :

- Air
- ATEX
- Risque incendie
- Risque surpression/projection
- Sécurité/sûreté

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Zonage ATEX	Arrêté Ministériel du 03/08/2018	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
3	Rapports des rejets ERI	Arrêté Préfectoral du 02/07/2021, article 10	Demande d'action corrective	3 mois
4	Rapports de vérification centrale d'alarme et détecteurs gaz	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 27	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
5	Rapports de vérification centrale d'alarme et détecteurs incendie	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 27	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
6	Rapport de contrôle des rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 02/07/2021, article 6	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Dispositifs de désenfumage	Arrêté Préfectoral du 02/07/2021, article 13	Sans objet
7	Maîtrise des risques technologiques	Arrêté Préfectoral du 02/07/2021, article 16	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant devra prévoir :

- le remplacement des capteurs gaz voies 1, 4 et 6 ;
- de faire vérifier également les détecteurs thermo-vélocimétriques et justifier l'absence de contrôle s'il s'agit de contrôles destructifs (systèmes fusibles par ex) ;
- de demander les rapports de mesures des rejets des moteurs de cogénération ;
- de veiller à la surveillance du pH lors des prochaines analyses d'eau résiduaire et prévoir une action corrective en cas de nouveau dépassement de la VLE ;
- d'engager une action corrective afin de tendre au minimum vers M1 dans la DRPCE (Document Relatif à la Protection contre les Explosions) soit la sensibilisation du personnel, avec du matériel conforme et vérifié et une démarche de prévention formalisée ;
- de mettre à jour le livret de chaufferie avec les caractéristiques de l'installation de cogénération ;

Un signalement est fait à l'inspection du travail au titre de l'exposition des travailleurs à un risque d'explosion.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Dispositifs de désenfumage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/07/2021, article 13
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositifs de désenfumage
Prescription contrôlée : <i>« (...) Les locaux sont équipés en partie haute de dispositifs permettant l'évacuation des fumées et gaz de combustion dégagés en cas d'incendie (par ex : lanterneaux en toiture, ouvrants en façade ou tout autre moyen équivalent). Les commandes d'ouverture manuelle seront placées à proximité des accès. Le système de désenfumage doit être adapté aux risques particuliers de l'installation (...) » ».</i>
Constats : L'exploitant a transmis un rapport de contrôle de VERITAS du 24/09/2024 relatif aux installations d'aération et d'assainissement soit : <ul style="list-style-type: none">• l'extracteur local de la chaudière n°01 (débit 4403m3/h) ;• l'extracteur local de la chaudière n°02 (débit 4655m3/h) ;• l'extracteur local vapeur - toiture (débit 18675m3/h); Le rapport VERITAS précise qu'il s'agit d'extracteurs permettant l'évacuation des fumées et de la chaleur présentes dans le local chaudière et le local cogénération, avec régulation par sondes et capteur CO2. Les installations sont dans un état général satisfaisant pour l'extracteur n°01, n°02 et n°03 d'après ce rapport VERITAS.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Zonage ATEX

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018
Thème(s) : Risques accidentels, Zonage ATEX
Prescription contrôlée : <u>Article 56 de l'arrêté du 3 août 2018 :</u> <i>« (...) I. Dans les parties de l'installation visées à l'article 55 du présent arrêté et présentant un risque "atmosphères explosives", les installations électriques sont conformes aux dispositions du décret n° 96-1010 du 19 novembre 1996 relatif aux appareils et aux systèmes de protection destinés à être utilisés en atmosphère explosible. « Elles sont réduites à ce qui est strictement nécessaire aux besoins de l'exploitation et sont entièrement constituées de matériels utilisables dans les atmosphères explosives. Cependant, dans les parties de l'installation où les atmosphères explosives peuvent apparaître de manière épisodique avec une faible fréquence et une courte durée, les installations électriques peuvent être constituées de matériel électrique de bonne qualité industrielle qui, en service normal, n'engendre ni arc, ni étincelle, ni surface chaude susceptible de provoquer une explosion (...)»</i> <u>Article 65 de l'arrêté ministériel du 04/10/2010 :</u> <i>"(...) Matériels utilisables en atmosphères explosibles. Dans les parties de l'installation mentionnées à l'article 48 et recensées comme pouvant être à l'origine d'une explosion, les équipements utilisés sont conformes aux dispositions du articles R. 557-7-1 à R. 557-7-9 du code de l'environnement relatifs à la conformité des appareils et systèmes de protection destinés à être utilisés en atmosphères explosibles. (...)"</i>
Constats : L'exploitant a transmis un DRPCE APAVE du 09/11/2020. Ce document fait état d'un matériel non conforme pour le travail en zone explosive soit le classement M0 pour les équipements suivants : <ul style="list-style-type: none">• cuve de FOD ;• chaufferie gaz/FOD ;• stockage de bouteilles de gaz ;• évent gaz ; A noter aussi une criticité de 4 pour la cuve de FOD et le stockage des bouteilles de gaz. Le niveau de Maîtrise M0 pour APAVE correspond à l'absence de démarche formalisée relative à la prévention du risque d'explosion (évaluation, permis de feu, autorisation de travaux, plan de prévention....etc). Pour rappel, le classement M1 correspond à une démarche de prévention formalisée, et M2 à une démarche formalisée et son efficacité est contrôlée et M3 pour une démarche de prévention avec amélioration continue. Les références réglementaires et normatives sont les suivantes :

- partie 4 du code du travail (prévention des explosions) ;
- Norme NF EN 1127 de février 2008 pour la prévention et la protection contre l'explosion ;

L'exploitant devra donc également engager une action corrective afin de tendre au minimum vers M1 (minima réglementaires applicables selon APAVE) soit la sensibilisation du personnel, avec du matériel conforme et vérifié et une démarche de prévention formalisée.

L'inspection des IC propose également l'information de l'inspection du travail au titre de la partie 4 du code du travail (prévention des explosions).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription ; information de l'inspection du travail

Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Rapports des rejets ERI

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/07/2021, article 10
Thème(s) : Produits chimiques, Rapports des rejets ERI
Prescription contrôlée : <i>« (...) Les eaux résiduaires rejetées au milieu naturel respectent les valeurs limites de concentration ci-dessous et une mesure est réalisée selon la fréquence indiquée dans le tableau ci-dessous : Débit journalier 400mh3/jour, Température 30°C, pH entre 5,5 et 8,5, couleur 100mgPt/l, MES 600mg/l, DCO 2000mg/l, DB05 800mg/l, HC totaux 10mg/l, indices phénols 0,3mg/l, Azote Total Kjedahl 150mg/l, Azote global 150mg/l, Phosphore, 50mg/l, AOX 1mg/l, Chrome 0,05mg/l, cuivre 0,05mg/l, Nickel 0,05mg/l , Cadmium 0,05mg/l, mercure 0,02mg/l, Plomb 0,025mg/l , zinc 1mg/l, FE + Al 5mg/l, Substances extractibles à l'hexane 150mg/l, Détergents (agents de surface anioniques) 10mg/l (...) »</i>
Constats : L'exploitant avait transmis à l'inspection des installations classées le rapport de contrôle de conformité des eaux résiduaires pour le premier semestre 2022 daté du 22/08/22 (prélèvement réalisé le 25/03/22) lors de la précédente visite. Ce rapport conclut à un dépassement pour le paramètre Nickel total. La concentration mesurée était de 0,357 mg/L pour une valeur limite d'émission (VLE) égale à 0,05 mg/L. Aussi, l'inspection des installations classées avait demandé à l'exploitant de mettre en place des actions correctives pour respecter la VLE. De plus, l'échantillon n'avait pas été prélevé sur une durée de 24 heures. Par ailleurs, l'inspection des installations classées avait constaté que plusieurs polluants qui figurent dans l'arrêté préfectoral d'enregistrement n'étaient pas mesurés. Ce sont les paramètres : indice phénol, substances extractibles à l'hexane, Fer + Aluminium et les agents de surface anioniques (détergents). L'exploitant avait alors indiqué à l'exploitant qu'il avait alerté l'APAVE (mail du 13/07/22) et que les prochaines campagnes de mesures des polluants seront exhaustives. Dans un document daté du 08/09/22, l'APAVE avait confirmé la prise en compte de la demande de l'exploitant et formulée une proposition pour les futures prestations de contrôle des rejets aqueux. Cependant, l'inspection des IC a fait le constat d'une nouvelle non conformité suite à la visite du 31/01/2025. En effet, l'exploitant a fourni un rapport d'analyse des rejets ERI APAVE du 28/11/2024 (qui valide le rapport d'analyse EUROFINs du 24/07/2024 comme laboratoire agréé). Ce rapport conclut à la conformité de 24 paramètres sur 25, à l'exception toutefois du pH avec un léger dépassement (8,6 au lieu de 8,5). Par ailleurs, le rapport APAVE conclut : <i>"La prestation n'a pas été réalisée conformément au contenu défini dans notre proposition référencée n°A413157839 pour les motifs suivants : le pH a été mesuré au laboratoire Eurofins"</i> (à noter que le paramètre AOX est considéré comme conforme à la VLE par APAVE).

En conséquence, l'exploitant devra veiller à la surveillance du pH lors des prochaines analyses et prévoir une action corrective en cas de nouveau dépassement de la VLE.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Rapports de vérification centrale d'alarme et détecteurs gaz

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 27
Thème(s) : Risques accidentels, Rapports de vérification centrale d'alarme et détecteurs gaz
Prescription contrôlée : « (...) Systèmes de détection de gaz et extinction automatique. I. - Chaque local technique, armoire technique ou partie de l'installation recensée selon les dispositions de l'article 15 en raison des conséquences d'un sinistre susceptible de se produire, dispose d'un dispositif de détection adapté aux risques dont les détecteurs de gaz sont judicieusement positionnés. Toute détection de gaz, au-delà de 30 % de la LIE, conduit à la mise en sécurité de toute installation susceptible d'être en contact avec l'atmosphère explosive, sauf les matériels et équipements dont le fonctionnement pourrait être maintenu conformément aux dispositions prévues à l'article 23. Cette mise en sécurité est prévue dans les consignes d'exploitation. L'exploitant est en mesure de démontrer la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection. Il organise à fréquence semestrielle au minimum des vérifications de maintenance et des tests dont les comptes-rendus sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées (...) »
Constats : L'exploitant a transmis un rapport métrologique de DMAE France du 26/04/2024. Ce document conclut avant réglage/après réglage : "(...)Tous les éléments détecteurs ont présenté une réponse métrologique conforme, lors de l'injection du gaz étalon à l'exception des capteurs voies 1, 4 et 6 - prévoir rapidement le remplacement des capteurs voies 1, 4 et 6 (devis n°321060 non commandé) (...)". L'exploitant devra donc prévoir le remplacement des capteurs gaz voies 1, 4 et 6.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Rapports de vérification centrale d'alarme et détecteurs incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 27
Thème(s) : Risques accidentels, Rapports de vérification centrale d'alarme et détecteurs gaz
Prescription contrôlée : <i>« (...) - Chaque local technique, armoire technique ou partie de l'installation recensée selon les dispositions de l'article 15 en raison des conséquences d'un sinistre susceptible de se produire, dispose d'un dispositif de détection adapté aux risques dont les détecteurs de gaz, de fumées et/ou d'incendie sont judicieusement positionnés. Il organise à fréquence semestrielle au minimum des vérifications de maintenance et des tests dont les comptes-rendus sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées (...) ».</i>
Constats : L'exploitant a remis lors de la visite un rapport de visite périodique de détection incendie (essais et contrôle des systèmes) de DMAE France du 26/04/24. Ce rapport a visé le contrôle des détecteurs optiques de fumée en Zone 4 (chaufferie) et zone 3 (chaufferie vapeur) mais non les détecteurs thermo-vélocimétriques. Ce rapport DMAE France conclut : "Essais réalisés en mode test. Bon fonctionnement du système". Toutefois, il n'a visé que les détecteurs optiques de fumée et non les détecteurs thermo-vélocimétriques. En conséquence, l'exploitant devra faire vérifier également les détecteurs thermo-vélocimétriques, ou justifier l'absence de contrôle s'il s'agit de contrôles destructifs (systèmes fusibles par ex).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Rapport de contrôle des rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/07/2021, article 6
Thème(s) : Risques chroniques, Rapport de contrôle des rejets atmosphériques
Prescription contrôlée : <i>« (...) Le volume des effluents gazeux est exprimé en mètres cubes normaux (Nm³), rapportés à des conditions normalisées de température (273,15 kelvin) et de pression (101,325 kiloPascal) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs). Les concentrations en polluants sont exprimées en milligrammes par mètre cube (mg/Nm³) sur gaz sec. Le débit des effluents gazeux ainsi que les concentrations en polluants sont rapportés à une teneur en oxygène dans les effluents en volume de 3 % pour les chaudières et de 15 % pour les moteurs. Paramètres de mesure : 100mg/Nm³ en NO_x pour les chaudières et 130mg/Nm³ pour les moteurs en NO_x - Fréquence de mesure : Chaudières : NO_x en continu - Moteurs : En continu " Le débit, la température, la pression, le taux d'oxygène et l'humidité des effluents gazeux sont suivis en continu. (...) »</i>
Constats : L'inspection des IC rappelle que l'exploitant avait précédemment transmis le rapport de contrôle APAVE du 13/04/2022 des émissions atmosphériques des trois chaudières du local chaufferie, et que ce rapport avait conclu à l'absence de dépassement des valeurs limites d'émission (VLE) pour les chaudières n°1 et 3. En revanche, ce rapport avait conclu à un dépassement du paramètre NO _x pour la chaudière n°2 avec une concentration mesurée de 189 mg/Nm ³ pour une VLE de 100 mg/Nm ³ . L'exploitant avait expliqué à l'inspection des IC que la cause était la défaillance du moteur de recyclage des fumées. Ce moteur a été remplacé. Des nouvelles mesures ont été effectuées et la concentration en NO _x mesurée respecte désormais la VLE. Cependant, l'inspection des IC avait demandé à l'exploitant de mesurer la concentration en NO _x de la chaudière n°2 lors de la campagne de mesures des émissions atmosphériques des moteurs programmée au mois de décembre 2022 pour vérification ultime. Suite à la visite du 31/01/2025, le prestataire (VEOLIA) de l'exploitant a transmis un rapport de mesure des rejets atmosphériques de APAVE du site de CASH Nanterre du 13/12/2022. Ce rapport APAVE conclut page 14 à une mesure se situant entre 88,1Nmg/m ³ et 90 Nmg/m ³ alors que la VLE est de 100 mg/Nm ³ pour la chaudière n°02. La chaudière n°2 dispose donc de résultats conformes à la VLE. A noter que le cabinet APAVE est agréé par arrêté ministériel du 16/06/2022 (JO du 22/06/2022). La précédente non-conformité visant la chaudière n°02 est donc levée. Toutefois, l'exploitant n'a pas présenté lors de la visite de rapports de mesures des rejets des moteurs de cogénération. Il devra donc aussi fournir des rapports de mesures des rejets pour ces moteurs.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 7 : Maîtrise des risques technologiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/07/2021, article 16
Thème(s) : Risques chroniques, Maîtrise des risques technologiques
Prescription contrôlée : <i>"(...) Le stockage sous le niveau du sol n'est autorisé que dans des réservoirs en fosse maçonnée ou assimilés (réservoirs à double paroi avec détecteur de fuite). Les réservoirs fixes aériens ou enterrés sont munis de jauges de niveau. Les réservoirs enterrés sont munis de limiteur de remplissage. Les capacités intermédiaires ou nourrices alimentant les appareils de combustion ne sont pas en charge sauf si l'installation comporte un dispositif de sécurité évitant tout écoulement accidentel de liquide par siphonnage. Elles sont associées à des cuvettes de rétention répondant aux dispositions de l'article 29 de l'arrêté ministériel du 3 août 2018 susvisé.(...)"</i>
Constats : L'exploitant a transmis : <ul style="list-style-type: none">• un ordre d'intervention de contrôle d'étanchéité de la cuve de FOD de 80m3 par la société OSIS (SARP OSIS - ZAE du chemin verts 95340 PERSAN) du 13/05/2022 avec épreuve de la cuve et tuyauteries.• Il est écrit : "fait ce jour - cuve conforme" dans l'ordre d'intervention OSIS du 13/05/2022.• une attestation de la société DMA (Degrave Marcant Assainissement - chemin du pont des vaches - Zone des Prairies de la Lys - 59166 BOUSBECQUE) du 28/07/2023 pour une cuve de FOD de 80m3 de FOD enterrée et stratifiée ; Ce document conclut : " (...) Le 19/07/2023 nous attestons avoir procédé avec succès au contrôle d'étanchéité par méthode acoustique du compartiment interne et canalisations associées (évent et dépotage) de la cuve désignée ci-dessus. Le compartiment interne ainsi que les canalisations d'évent et de dépotage ne présentent aucune fuite et sont donc déclarés étanches (....) ".
Type de suites proposées : Sans suite